

Qui sont les vrais ennemis de Ségolène Royal? L'histoire a déjà répondu

(paru dans Libération, Rebonds-Web, 18 nov. 2006)

Depuis qu'a commencé la course de Ségolène Royal vers la présidence de la République, et surtout son installation dans la cour des «présidentiabiles», la presse s'est fait l'écho de bien des étonnements; et les observateurs de la vie politique continuent de parler du «phénomène», comme s'il était tout bonnement incompréhensible. Une certaine connaissance de l'histoire de l'Europe en général, et de l'histoire de la France en particulier, devrait pourtant les avoir préparés à ce qui se passe autour de sa candidature – et accessoirement à ce qui se passera dans les mois qui viennent; du moins si cette histoire nous était enseignée du point de vue du «genre du pouvoir».

Prenons la popularité de la présidente de Poitou-Charentes auprès des Français. L'histoire toute récente l'annonce depuis dix ans: alors que les responsables des partis politiques répondaient autrefois aux féministes «si nous ne présentons pas de femmes aux élections, c'est parce que les Français ne les éliraient pas», les Français ont élu des femmes dès qu'on leur en a présenté; ils ont même bien élu des femmes que leur parti n'avait laissé partir à la bataille qu'en pensant qu'elle était perdue. L'histoire bien plus ancienne explique pourquoi. Les Français, qui ressemblent en cela aux autres peuples d'Europe, n'ont aucun vrai problème avec le leadership des femmes. En témoignent les milliers de dirigeantes qu'ils ont eues au cours de ces quinze derniers siècles: maîtresses de métiers, dames, comtesses, vicomtesses, duchesses, abbesses... sans parler des reines «gouvernantes» dont le nombre dépasse la quinzaine, ni des prêcheuses mystiques qu'ils ont suivies régulièrement, ni des directrices de troupes que les plus grands dramaturges ont parfois épousées, ni des patronnes d'industrie qui ont toujours existé. Au-delà des plaisanteries d'usage qu'on leur a enseignées, les Français, comme les autres, sont relativement indifférents au «sexe des pasteurs», du moment qu'ils ou elles font leur travail, qu'ils ou elles sont crédibles, qu'ils ou elles les conduisent et les font espérer. C'est le cas de Ségolène Royal.

Prenons le soutien qu'elle rencontre auprès des militants et des fédérations du Parti Socialiste. Rien de plus traditionnel au vu de l'histoire – à condition de ne pas s'en tenir à celle de l'Occident des 19e et 20e siècles. Si Brunehaut, Blanche de Castille, Anne de France, Catherine de Médicis... et plus près de nous Indira Gandhi, Margaret Thatcher ou Michèle Bachelet sont arrivées au pouvoir, c'est (comme leurs homologues masculins) que des «troupes» les ont soutenues, que des «barons» les ont aidées, que des «évêques» les ont ointes – avec plus ou moins de sincérité. Quoi de plus normal? Qui s'intéresse d'abord au résultat n'a que faire des particularismes du candidat. Ou plutôt: peu important ses particularismes, voire ses handicaps, s'il s'avère qu'il ou elle a le plus de chances de l'emporter. Sans doute fut-il longtemps bien difficile d'estimer ce point, quand le «chef naturel» manquait. Aujourd'hui, il n'y a guère de doute. On sait depuis près d'un an que Ségolène Royal est peut-être la seule capable de battre Nicolas Sarkozy. Les Français l'ont dit aux sondages, sondage après sondage, sans s'émouvoir des cris poussés ici et là. Le choix que vient de faire le Parti Socialiste montre à quel point il a compris le message, et entend à présent tirer parti de cette dynamique. En faire un autre, déclarer à la France qu'elle pense mal, qu'elle rêve mal, et qu'il sait, lui, ce qui est bon pour elle, eût été suicidaire. Il sera donc pour l'essentiel derrière la candidate.

Cela n'empêchera pas – cela pourrait même exacerber – les réactions d'hostilité mal contrôlée qu'elle déclenche dans le petit monde médiatico-politique parisien. Rien de plus attendu, là encore, au regard de l'histoire – française tout particulièrement. Le désormais fameux «qui va s'occuper des enfants?» de Laurent Fabius, la non moins remarquable absence de la liste des Prétendants d'Alain Duhamel, la toute récente «candidature absurde» d'Emmanuel Todd, s'inscrivent dans la droite ligne des plus vieilles stratégies mises au point par la «haute clergie» pour rayer de la carte les femmes au pouvoir. Dire que leur place est au foyer, suggérer qu'elles y seraient si leur seigneur et maître ne manquait pas à ses devoirs, c'est ce que tant de «gradués» ont dit sur tant de tons durant des siècles, qu'ils soient théologiens, juristes, parlementaires, historiographes, professeurs ou «philosophes»; leurs diplômes, leur savoir, leurs «charges», leur place dans la gestion et le commentaire de la vie publique (sans compter la Nature, Dieu et la Tradition), tout les y autorisait – pensaient-ils. Ne rien dire des femmes au pouvoir, de celles qui y ont été, de celles qui sont en position d'y parvenir, de celles qui ont agi ici ou là, c'est aussi ce qu'ils ont fait avec assiduité; c'est grâce à leurs efforts que les femmes qui ont fait l'histoire en ont disparu, et que la succession des hommes au sommet de l'État est pour nous un long fleuve viril, à peine dérangé, de temps à autre, par un «monstre femelle». Les insulter, enfin, quand les arguments font défaut, c'est ce dont ils ne se sont jamais privés, surtout lorsque l'anonymat les protégeait. Celui-ci ne se pratique plus; nous serons donc épargnés de la violence qui dégorgeait des pamphlets jetés sur la route de la mère des derniers Valois ou de celle de Louis XIV. Mais les coups vont se poursuivre, n'en doutons pas, car c'est dans ce groupe-là que le monopole masculin a été le moins entamé; c'est ici qu'il y a le plus à perdre.

Le groupe qui a le plus à gagner, en revanche, est celui des femmes – de toutes les femmes, puisque la désignation de Ségolène Royal comme candidate d'un grand parti, et a fortiori son élection à la tête du pays, commencera par les laver du soupçon d'incapacité qui pèse encore sur elles, pour la simple raison qu'elles sont des femmes. Et c'est ici que surgit une dernière perplexité. Les femmes, disent les sondages, vibrent moins que les hommes à la perspective d'une femme présidente; ce qui émeut certains commentateurs et en amuse peut-être quelques autres. C'est que les «silences de l'histoire» n'ont pas été produits en vain, et que le bruit émis autour de ces silences – sur les femmes catastrophes, les femmes mecs, les potiches... – ne sont pas tombées dans l'oreille de sourdes. C'est qu'elles savent, aussi, qu'elles n'ont pas intérêt à se montrer trop enthousiastes, parce que si le succès n'est pas au rendez-vous, on pourrait le leur reprocher; mieux vaut faire profil bas. Au «Pays des droits de l'homme», se dissocier des féministes est la chose que les femmes ont le mieux apprise. Là encore, pourtant, l'histoire nous permet d'y voir clair. L'ancienne serait bien instructive, mais longue à évoquer ici; la récente fera l'affaire. Les Françaises ont mis vingt-cinq ans, une fois devenues des citoyennes, à voter «comme les hommes», c'est-à-dire pas plus à droite qu'eux; et puis elles les ont dépassé. Elles n'ont mis que quelques années, une fois lancée l'idée de parité, à la trouver bonne, et même excellente¹. Si tant est qu'elles ne soient pas déjà secrètement convaincues du bien que fait à la France la candidature de Ségolène Royal, elles ne devraient pas mettre plus de quelques mois avant de sortir de leur réserve.

Éliane Viennot

¹. Voir les articles consacrés à la vie politique dans *Femmes, genre et société, l'état des savoirs*, sous la dir. de Margaret Maruani, Paris, La Découverte, 2005.